



Fenêtre sur le monde n°4



Toujours en confinement, mais toujours en première ligne ! C'est cela, la devise de la semaine, partout où des femmes et des hommes se rassemblent (virtuellement...) et se mobilisent pour ne laisser personne sur le bord de la route. Ce travail est ardu, souvent à la limite de l'impossible. Mais la fierté de celles et ceux qui luttent c'est de défier l'impossible : vous verrez que cela est... possible, et cela n'a rien d'héroïque ou d'étonnant : c'est tout simplement l'engagement quotidien des syndicats, associations, simples citoyens solidaires, personnes de confiance et de conscience qui aspirent à des changements radicaux. La pandémie n'est pas une fatalité et le « monde d'après » se prépare aujourd'hui. Car on ne confine ni la colère, ni la pensée. Le voyage autour du monde nous le prouve : dé-confinons nos rêves pour bâtir la réalité que nous voulons ! Soyons nombreux et déterminés !

Organisation mondiale de la santé (OMS) face à Trump

Trump pense que l'OMS est « pro-chinoise » et « croit les explications de la Chine » concernant la pandémie COVID19. Il y a peu, Trump pensait que ce n'était guère une pandémie, et que ça allait disparaître (de façon magique ? Par intervention de ses amis télévangélistes ?). Mais Trump aujourd'hui ne peut nier l'évidence : son pays est frappé par la pandémie avec une extrême dureté, le nombre de morts augmente tragiquement tous les jours (26.000 au 15 avril), et le système de santé états-unien, totalement privatisé et hautement lucratif pour ceux qui le contrôlent, est incapable de soigner les malades.

Trump ne supporte pas que la Chine étende sa *soft power* et ses investissements dans des parties du monde considérées comme le jardin privé des États-Unis. Trump, en bon nationaliste, a vanté sur tous les tons « l'Amérique d'abord », faisant mine de s'occuper des travailleurs et de créer des emplois pour eux (et construisant un mur pour que d'autres travailleurs ne viennent pas « manger » leur pain). Trump est « un patriote ». Mais Trump se fâche, quand une agence onusienne contredit sa vision mortifère de la pandémie et appelle à des mesures à l'opposé des siennes : c'est pourquoi après avoir coupé les vivres à l'UNESCO (car, c'est bien connu, l'éducation et la science ne servent à rien), et à l'UNRWA (pour mieux affamer les Palestiniens, tandis qu'il vantait son soi-disant « plan de paix »), il annonce le 15 avril qu'il gèle la contribution de son pays à l'OMS. De plus, il veut rassembler des pays pour créer une sorte d'OMS alternatif, sous prétexte que l'existante « a besoin de réformes ».

On pourrait ne pas être surpris de cette incroyable décision, tant elle correspond à un personnage qu'on qualifie souvent de fou ou d'incompétent. Mais on pourrait aussi voir que l'OMS est une « victime expiatoire » et un outil tant de politique intérieure (Trump est en campagne pour sa réélection) que de stratégie économique (Trump voudrait que les grandes firmes états-uniennes s'accaparent les avancées sur les traitements potentiels et le futur vaccin contre le COVID19) et géopolitique (le directeur de l'OMS est éthiopien et a souvent critiqué la politique absurde de Trump en matière de santé).



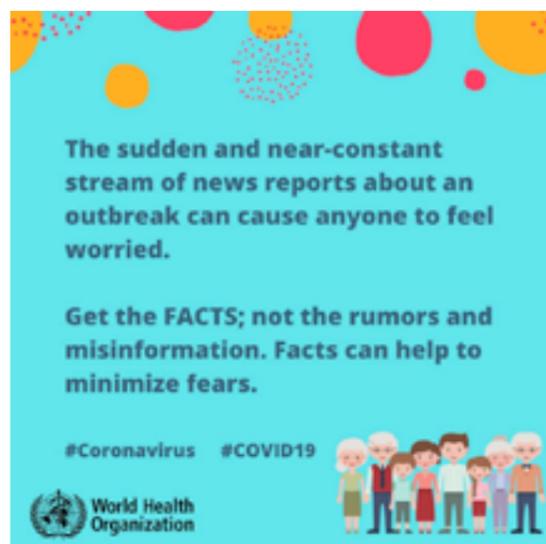
Trump hait la coopération internationale multilatérale, qu'il ne peut contrôler. Ses alliés, qui se trouvent à Wall Street et dont il a baissé les impôts de 35% à 20%, lui sont reconnaissants. Ce ne seront pas eux, ni les géants du numérique ou les « jeunes pousses » aux dents longues de la *Silicon Valley* qui vont être détruits par la récession historique qui s'annonce.

Trump n'est ni fou, ni incompetent. Ses idées extrémistes trouvent de l'écho, et si en pleine pandémie il a choisi de faire cette annonce, c'est qu'il n'a en rien l'intention de combattre le coronavirus et de protéger ses concitoyens. Le directeur de l'OMS le lui a d'ailleurs rappelé : l'organisation n'a pas attendu le COVID19, elle est déjà sur le front des combats contre des fléaux sanitaires comme la poliomyélite, la malaria, Ebola, le SIDA, la tuberculose, la variole, la malnutrition, le cancer, le diabète, les maladies mentales etc.

Bien sûr, [comme le relate dans un court historique Rosa Moussaoui](#) dans *l'Humanité* du 16 avril, l'OMS n'est pas exempte de critiques, de soupçons de collusion avec des lobbies pharmaceutiques ou de retards de mesures drastiques, comme pour Ebola en 2013 en Afrique. Mais quand elle décrète, le 30 janvier, « l'urgence de santé publique » internationale, elle n'est pas écoutée par nombre de dirigeants occidentaux, qui pensaient plus ou moins que ce virus était « chinois » et dont certains pourraient même partager l'idée que l'Occident allait encore gagner face à la menace « jaune ». L'impréparation de la plupart des pays occidentaux, et l'arrogance de plusieurs de leurs dirigeants, donnent aujourd'hui raison à l'OMS. Cette agence onusienne, dont la faiblesse réside dans son fonctionnement par consensus qui empêche parfois de se dresser contre des gouvernements de pays puissants, a bien besoin de réformes. Ce ne sont pas celles qu'appelle de ses vœux Trump, mais un renforcement de son rôle de régulateur mondial, la garantie de son indépendance des puissances économiques et des États et la revalorisation de son rôle.

« L'OMS a fait sienne la désinformation chinoise », selon Trump, qui rejette les appréciations positives de l'organisation sur la gestion chinoise du COVID19. Qu'en est-il de la « non gestion » trumpienne ? Dans 50 États, dont celui de New York parmi les plus durement frappés, la pandémie flambe.

[Le très sérieux New York Times](#), dans une analyse publiée le 16 avril, cite Amir Attaran, professeur de santé publique et de droit à l'Université d'Ottawa, qui pense que « le Président fait [de l'OMS] un mou-ton noir, c'est malhonnête ». Sans penser que la Chine a dès le début pris toutes les bonnes mesures, cet article rappelle la contribution des scientifiques chinois : ils ont publié le génome du virus le 12 janvier, ont ouvert leurs données et les ont partagées avec le monde entier et avec l'OMS le 21 janvier. Les Allemands et d'autres les ont suivis pour produire des tests, mais le *Center for Disease Control* (CDC) états-unien a préféré continuer tout seul, ce qui a causé un retard dommageable et favorisé la propagation du virus.



Dès le 17 février, la CAST (*Chinese Association of Science and Technology*), organisation hybride entre société savante et syndicat professionnel « maison » dont la Chine a le secret, membre comme le SNTRS de la FMTS (Fédération mondiale de travailleurs scientifiques), avait envoyé une lettre au Président de la FMTS Jean-Paul Lainé, où elle remerciait la communauté internationale pour son investissement dans le combat contre le COVID19. Dans la même lettre, la CAST se réjouissait que l'OMS était satisfaite des mesures de confinement strict prises par la Chine.

Les collègues chinois se montraient certes excessivement optimistes à cette date : « nous sommes totalement confiants en notre capacité de surmonter l'épidémie dans une date proche » ; on sait depuis qu'il leur a fallu plus de 3 mois... Mais ils confirment que toutes les branches de la CAST dans tout le pays, ainsi que ses partenaires internationaux, scientifiques et experts en santé, étaient mobilisés et que la CAST jouait un rôle de coordination « de toutes les ressources disponibles pour lutter contre la maladie à travers l'expansion de la connaissance scientifique, la production de ressources médiatiques concernant l'urgence de santé publique, l'organisation de consultations psychologiques, les conseils au public pour protéger la santé, prévenir et contrôler la diffusion du virus ». La FMTS a eu accès à une série de ces ressources, que la CAST a traduites en plusieurs langues. Le message de la CAST se termine par une évidence: « le virus ne connaît pas de frontières nationales, mais les pires moments révèlent le meilleur des gens. Une coopération internationale plus forte est nécessaire pour affronter conjointement ce défi ».

C'est tout le contraire qu'a fait Trump : terrasser les scientifiques dans son pays (cf. notre précédent numéro sur l'arrêt de financement des recherches) et usurper le travail scientifique quand il pensait pouvoir le convertir en profit.

On aimerait bien entendre que la « communauté internationale », en premier lieu la France, condamnent fermement la décision de Trump...

Organisation internationale du travail (OIT)

Impact du COVID19 sur les jeunes travailleurs

La nouvelle revue trimestrielle *Travailler au futur (T.A.F)* publie le 18 avril l'alerte de l'OIT concernant les conséquences du COVID19 sur les jeunes travailleurs du monde entier. Deux chercheurs de l'OIT, Susana Puerto et Kee Kim soulignent, dans leur éditorial du 16 avril sur le site de l'OIT, les raisons pour lesquelles les jeunes seront plus durement frappés que les autres catégories de travailleurs. On apprend par les données de 2019 (les dernières disponibles) qu'un jeune sur cinq âgé de moins de 25 ans dans le monde n'est ni scolarisé, ni en emploi, ni en formation ! Imaginons le sort de ces jeunes, quand les économies même des pays développés subiront une très sérieuse récession, qui s'annonce pire que la « crise » de 2008. Trois jeunes sur quatre travaillent dans l'économie informelle ; dans plusieurs pays les agences pour l'emploi (quand elles existent) sont incapables de les aider.



Cette grande vulnérabilité des jeunes appelle des mesures particulières pour ne pas en faire des générations sacrifiées. Si les jeunes entrent au marché du travail en récession et acceptent (provisoirement) des salaires moindres, des droits et une sécurité quasi inexistantes, cela risque de se pérenniser et de tirer tout le monde vers le bas pendant longtemps.

Lire l'article au choix sur le site de T.A.F. :

<https://travailleraufutur.fr/covid-19-les-jeunes-travailleurs-du-monde-vont-etre-severement-impactes/>

Ou sur celui de l'OIT :

https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_741761/lang--fr/index.htm

Brésil

La « nécropolitique » du Bolsonaro

Interview de Jandira Fengali, médecin et élue à Rio de Janeiro, figure de l'opposition au Bolsonaro, qui explique la situation dans son pays et souligne tout particulièrement pourquoi les favelles sont des foyers explosifs et pourquoi le plafonnement des dépenses publiques instauré par un amendement à la Constitution sera mortel pour l'économie brésilienne, et, par conséquent, pour la population. Nous retenons cette phrase :

« Alors, s'il y avait une chose dont le Brésil n'avait pas besoin au moment où la vie est en jeu, c'est bien de ce président exerçant une nécropolitique, prêt à conduire une politique de mort et d'extinction de la partie la plus vulnérable du peuple brésilien ».

Lire l'intégralité publiée le mercredi 14 avril :

<https://www.humanite.fr/bresil-la-necropolitique-de-bolsonaro-sacrifie-les-plus-vulnerables-alerte-jandira-feghali-deputee?fbclid=IwAR1TTV8dDZlhcBKBG-25mLo1c22INif02s562khfdwhGBIV26W5lgTH3JTY>

<https://miniurl.be/r-2yqk>

Le négationnisme de Bolsonaro comparable à celui de Trump, mais aussi au lamentable intégrisme de catholiques sectaires en France, qui, malgré la fermeture des églises et la célébration de Pâques par voie « virtuelle », ont organisé une messe pascale « clandestine » au tristement célèbre Saint-Nicolas-du-Chardonnet. La police, si prompt à verbaliser dans certains quartiers, a attendu devant la porte, tandis que les sectaires se sont enfuis par derrière ! Bolsonaro ne s'embarrasse même pas de prétextes : il nie la crise sanitaire, organise des rassemblements de ses partisans, limoge un ministre qui contredit ses opinions sur le COVID19 et se moque éperdument de sa population ; que les habitants des favelles soient décimés, mais que ses combines, ses affaires et ses idées d'extrême-droite continuent de marcher...

Espagne

Autorisation sous conditions d'ouvrir à nouveau les entreprises « non essentielles »

À partir du lundi 13 avril, sous prétexte de ne pas approfondir la crise économique, le gouvernement autorise la reprise du travail dans les secteurs « non essentiels », sous des conditions strictes et en distribuant des masques aux travailleurs. Ce qui est étonnant, c'est que les syndicats qui ont poussé à arrêter le travail dans ces secteurs depuis le début du confinement, n'ont pas appelé à s'y opposer. Et encore plus étrange, que le patronat semble abonder dans le sens de la prudence en déclarant que « les entreprises qui ne pourront pas fournir des protections à leurs salariés seront considérées comme responsables en cas de contamination ».

Información sobre el coronavirus



Selon la presse pourtant, peu de personnes se sont rendues à leur travail ce lundi. [C'est le même constat que fait Unai Sordo, le secrétaire général des CC.OO](#), dans une émission de la radio nationale espagnole le 13 avril à 14 heures. Selon lui, les raisons de sécurité, mais aussi une crise économique très profonde ont empêché une reprise rapide des activités. Dans certains secteurs comme la construction, les activités n'ont pas repris, sauf en cas urgent de réparation de dégradations dangereuses dans des bâtiments. En tout cas, en accord avec les CC.OO et l'UGT, le patronat du secteur a accepté la décision du gouvernement d'annuler pour l'instant tous les travaux dans des bâtiments habités, afin de ne pas multiplier les contacts entre habitants et travailleurs du bâtiment.

Les syndicats sont très circonspects et pensent que les conseils que le gouvernement a dispensés dans des vidéos diffusées largement ne peuvent pas être appliqués, au moins dans la majorité des entreprises. [Unai Sordo déclare](#) que « le critère qui doit prévaloir est la santé publique et de la sécurité au travail, que ce soit dans les activités essentielles ou les autres ».

Pour plus d'informations :

https://www.ccoo.es/noticia:474876--Unai_Sordo_%E2%80%9CNo_ha_habido_una_vuelta_masiva_al_trabajo%E2%80%9D&opc_id=8c53f4de8f8f09d2e54f19daf8d8ed95

<https://miniurl.be/r-2yqf>

https://www.ccoo.es/noticia:474795--Unai_Sordo_%E2%80%9CLos_sindicatos_vamos_a_denunciar_cualquier_situacion_de_riesgo_que_se_genere%E2%80%9D&opc_id=8c53f4de8f8f09d2e54f19daf8d8ed95

<https://miniurl.be/r-2yqg>

<https://www.mundoobrero.es/pl.php?id=8936>

<https://www.publico.es/economia/actividad-laboral-sindicatos-ceoe-ven-dificil-aplicacion-medidas-gobierno-vuelta.html>



Ghana

COVID19, exode vers la campagne et conséquences économiques

Le Ghana est l'une des économies les plus prospères d'Afrique. Accra, sa capitale, où avait eu lieu en 2016 la 11^e conférence ESR de l'Internationale de l'éducation (IE), est une ville portuaire sur le Golfe de Guinée, une ville grouillante de monde, aux marchés très fréquentés, aux hordes d'écoliers en tenue (sur le mode anglo-saxon) qui arpentent les rues en fin d'après-midi, à la circulation très dense, et aux inégalités évidentes pour tout visiteur qui la parcourt. Aujourd'hui, le Ghana est frappé par le COVID19, mais la contagion n'a heureusement pas encore atteint le niveau dramatique de plusieurs pays européens.

Cependant, le 30 mars, le confinement a commencé, prolongé la semaine dernière avec la possibilité de se poursuivre. Le Ghana a fait le choix de l'appliquer uniquement dans les grands centres urbains, en premier lieu à Accra. Imaginer cette ville privée de ce qui fait sa vivacité (non seulement économique, mais surtout humaine), semble surréaliste...

Les habitants ont été pris de panique de ne pas pouvoir sortir d'Accra, d'où un exode vers les régions du nord du pays, interdit par les autorités.

[Par la presse italienne nous apprenons](#) que cette interdiction a eu des conséquences inattendues : des camions bloqués à la sortie d'Accra et fouillés cachait derrière les marchandises des centaines d'habitants terrorisés de ne plus pouvoir survivre s'ils restaient dans la capitale !

Le gouvernement n'a pas imposé l'arrêt des activités économiques pour « ne pas pénaliser la croissance », mais les prévisions pour cette dernière sont les pires des 40 dernières années. Cela a obligé le Ghana à se soumettre à nouveau à « l'aide » (sic) du FMI, qu'il avait décidé de ne plus accepter à partir d'avril 2019.



Pendant ce temps, les établissements scolaires fermés (on ne sait pas si les universités le sont aussi), les élèves n'ont pas cours, mais courent un risque accru de se faire exploiter en tant que main d'œuvre, comme le dénonce une organisation locale des droits humains. Inoccupés, les jeunes peuvent devenir pour les familles une « source de revenus » : les parents ne peuvent pas aller travailler, les contrôles sont fréquents ; mais les enfants échappent aux contrôles, c'est pourquoi ils peuvent être envoyés à travailler surtout dans le secteur agro-alimentaire en manque de bras.

Quelques bonnes mesures ont été prises pour faciliter la vie des habitants des villes confinées : augmentation des salaires des personnels soignants de 50% jusqu'en juin inclus ; gratuité de l'eau et de l'électricité pour un trimestre ; distribution de plats froids et d'eau potable aux habitants des quartiers défavorisés. Mais ces habitants se plaignent : « l'eau arrive une fois par jour et ne suffit pas pour tout le monde. Nous faisons la queue pendant des heures pour l'obtenir »...

On pense très fort à nos collègues d'un centre de recherches en sciences sociales, visité en 2016 : ils venaient de nous annoncer leur prochain déménagement dans des locaux décents, car ils étaient encore logés dans des sortes de salles autour d'une cour, avec... une basse-cour !!! Au moment de notre visite, la benne à ordures venait d'arriver : les collègues nous ont fait part de leur soulagement, car, le ramassage des ordures étant privatisé à Accra, ils avaient dû appeler en vain pendant plusieurs jours pour l'obtenir.

Le COVID19 dans l'un des pays les plus prospères d'Afrique... Et dans les autres ?

<https://ilmanifesto.it/dopo-la-grande-fuga-dalle-citta-spettro-recessione-in-ghana/>

Grèce

« Mieux vaut tard que jamais » ou « demi-mesures » pour répondre aux critiques ?

Enfin, après plus d'un mois et demi d'atermoiements, le gouvernement annonce le 16 avril (Jeudi saint grec) qu'il va procéder à l'évacuation des migrants « vulnérables » des centres de rétention situés dans les îles « après Pâques », c'est-à-dire dès le 20 avril (la Pâques grecque était le 19 avril). Ces personnes seront relogées, comme le demandent depuis un moment des associations humanitaires et des professionnels de la santé grecs et européens (cf. notre fenêtre n°1 et 2). Mais que deviennent les autres, puisque seules 1500 personnes sont identifiées comme susceptibles d'être évacuées ? On ne sait toujours pas...

Est-ce « l'esprit charitable » de Pâques qui a motivé cette décision, ou bien les dénonciations multiples du sort inhumain de ces migrants et réfugiés dans ces camps que Jean Ziegler a qualifiés de « honte de l'Europe » ?

Vos traducteurs automatiques peuvent vous donner une partie de la réponse. Pour la suite, rendez-vous dans un prochain numéro !

https://www.efsyn.gr/ellada/dikaioмата/239581_meta-pasha-i-apomakrynsi-ton-eypathon-prosfygon-apo-ta-kyt

Italie

Les coursiers de Milan s'auto-organisent et publient une charte de 10 points pour leur protection

« Deliverance Milano », la page Facebook des coursiers de Milan énumère ces 10 points et les adresse au Préfet, à la municipalité de Milan et à Assodelivery. Elle se base sur l'article 2 du Jobs Act (la loi qui régit les relations de travail) et sur le protocole relatif à la santé et la sécurité des travailleurs en période d'urgence sanitaire. Parmi les 10 points :

- fourniture d'EPI proportionnelle aux heures de travail de chaque livreur, à distribuer dans 4 endroits stratégiques à tous en début et durant la journée de travail
- mettre tous les livreurs au courant, via les applications des plateformes et en plusieurs langues (tous ne parlent pas couramment l'italien)
- une liste des restaurants ou traiteurs qui font appel aux livreurs doit être donnée au Préfet et à la municipalité, qui vérifieront que les mesures de protection sont effectivement prises
- désinfection quotidienne du matériel de livraison aux frais des entreprises
- les entreprises clientes des plateformes font respecter les distances de sécurité grâce à une signalétique à l'entrée et à des messages multilingues. Elles donnent accès à leurs sanitaires aux livreurs
- la charte doit être transmise via les canaux de communication des entreprises et par des vidéos et tutoriels multilingues sur les plateformes de livraison.



Organisation nécessaire pour ces travailleurs qui « nourrissent » les citoyens, mais prennent tous les jours le train de banlieue, se mettant en risque. L'un d'entre eux a mis en ligne une vidéo impressionnante d'un quai de gare à Milan, occupé de bout en bout par les coursiers avec leur vélo qui attendent le train de retour, une fois leur journée de travail finie :

<https://ilmanifesto.it/allesercito-dei-rider-arrivano-le-mascherine-ma-non-i-diritti/>

Les coursiers ont raison d'être vigilants et même en colère, après qu'un fou furieux, habitant d'un « palazzo » à Bari, a tiré sur un livreur nigérian car ce dernier, en faisant une livraison, a osé s'appuyer sa voiture... Les voisins ont entendu les coups de feu et appelé la police. Ce jeune de 21 ans a donc été arrêté pour tentative d'homicide et détention illégale d'arme, mais son acte en dit long sur la fracture de classe que la pandémie n'a certes pas créée, mais a exacerbée :

https://www.lagazzettadelmezzogiorno.it/video/bari/1218796/bari-cerca-di-sparare-a-rider-che-consegna-cena-a-domicilio-21enne-in-carcere.html?fbclid=IwAR2wsW99cnXiPG3-ldUXARO_bhqM-M19Cjhu5MnjyERKu0mQu38q8KUI2Uw

<https://miniurl.be/r-2yqe>

Les librairies sont-elles des « entreprises essentielles » à rouvrir en priorité ?

Le débat en Italie est vif, depuis que théoriquement elles ont l'autorisation d'ouvrir le 14 avril. Mais cette autorisation n'est pas appliquée partout de la même façon, et dans certaines régions elles ne sont pas rouvertes. Ce débat va de pair avec la prétendue « spécificité » de ces lieux, commerciaux et culturels en même temps, qui vendent des produits de l'imagination, de la recherche et de la créativité.

Mais les travailleurs des librairies ne sont-ils pas des travailleurs comme les autres, avec les mêmes besoins de protection contre le COVID19 ? Et les clients des librairies sont-ils différents de ceux des autres commerces, qui sont restés fermés ? Qui, finalement, bénéficierait de cette réouverture ? Et surtout, qu'entend-on par « librairie » ? Celles des grandes chaînes commerciales-éditoriales (comme Mondadori), ou la librairie de quartier, où souvent travaillent très peu de salariés ou dont une seule personne est le propriétaire et l'unique employé ?

La rédaction culture du quotidien *Il Manifesto* livre ses réflexions le 15 avril :

<https://ilmanifesto.it/libreria-tra-riapertura-e-dinieghi/>

Nouveau patron des patrons italiens

[Il Manifesto 17.04.2020](#)

Dès son élection, le « faucon » Carlo Bonomi attaque le gouvernement et les syndicats, qui ne se laissent pas intimider. Unis, les syndicats préparent le dé-confinement des revendications sociales

Kurdistan irakien

Un syndicat de l'éducation en action

Le syndicat *Kurdistan Teachers Union*, membre de l'IE, nous informe de ses actions dans une région du monde où la pandémie COVID19 s'est ajoutée aux difficultés liées aux conflits armés et à la toujours fragile reconstruction du tissu social et éducatif.

C'est suite à l'exigence du syndicat que les établissements scolaires et universitaires ont été fermés depuis le 25 février et c'est le syndicat qui a lancé des campagnes de prévention *via* les réseaux sociaux pour informer le grand public sur les « gestes barrières » à respecter pour freiner la contagion.

Cependant, la nécessaire fermeture des lieux d'enseignement a mis les personnels en difficulté : leurs revenus ont baissé d'un coup, et il a fallu que le syndicat pousse fortement pour que le gouvernement accepte de verser l'intégralité des salaires, au grand soulagement des intéressés.

Faire de l'enseignement en ligne dans cette région où une grande partie des enseignants et des élèves/étudiants n'ont pas d'ordinateur à la maison et pas d'accès à internet est une utopie. Le syndicat l'a donc signifié aux autorités et demandé, à la place, des « cours télévisés » (tout le monde ou presque à la télé).

Quant au suivi, les enseignants le font de leur propre initiative par tout moyen possible, non pas tant pour surveiller les apprentissages, mais pour garder le lien et s'assurer que tout le monde va bien.

<https://www.ei-ie.org/en/detail/16738/iraq-education-union-mobilises-to-support-teachers-and-students-during-pandemic>

Malte, Italie, Espagne... ou nulle part ?

Sauvetages en Méditerranée : un officier d'un navire humanitaire témoigne

Le Sarde Michele Angioni travaille pour l'ONG basque espagnole *Salvamento Marítimo*, sur le navire *Aita Mari*. Il devait rentrer en Espagne, car le bateau est sous pavillon espagnol et les missions humanitaires en Méditerranée sont suspendues. Mais il a reçu un appel d'*Alarm Phone*, le centre d'aide aux migrants en difficulté, qu'une embarcation en détresse se trouvait dans les eaux territoriales de Malte. Le navire humanitaire a accouru et pris en charge les 44 naufragés le lundi 13 avril.

Ces personnes viennent d'Égypte, Soudan, Libye, Tchad, Mali, Bangladesh, Côte d'Ivoire et Ghana et sont paries d'Al Khums, à l'est de Tripoli. Parmi eux, une femme enceinte, une petite fille de 7 ans et deux malades. L'un d'eux se plaignait de douleurs à la poitrine, mais heureusement il n'a pas le COVID19, plutôt des lésions dues à des coups reçus dans les camps libyens. Les humanitaires à bord du navire ont pu secourir ces personnes grâce à la télémédecine et à leur grande expérience de ces missions. Mais Malte qui, selon les règles, devait ouvrir un port de débarquement pour les migrants étant donné qu'ils se trouvaient dans ses eaux territoriales, l'a exclu. Promettant un hélicoptère pour évacuer les malades qui n'est pas arrivé, Malte a laissé les humanitaires sans solution. On sait (cf. notre précédent numéro) que l'Italie a fermé ses ports pour cause de coronavirus : les navires humanitaires ne pourront pas y accoster.

En attendant Malte, qui n'a pas l'air de vouloir donner son autorisation, l'équipage s'inquiète : se trouvant presque à équidistance de Malte, Lampedusa en Italie et l'Espagne, aucun des trois pays n'a accordé son autorisation. Michele Angioni pense que ces migrants ne sont pas tous au courant de ce qui se passe exactement en Europe, mais même ceux qui le sont ne sont pas dissuadés, car leurs pays d'origine ont l'habitude de graves épidémies et d'urgences sanitaires mortelles (comme Ebola ou des épidémies de choléra). L'Europe n'est plus pour eux un monde rêvé, dit l'officier, mais ils viennent et vivent au jour le jour.

La pandémie COVID19 ne doit pas rompre les déjà fragiles liens de solidarité et d'accueil humanitaire. Mais si aucun pays ne veut des réfugiés, où iront-ils ? Quand les pays s'en lavent les mains, ils récoltent des cadavres sur leurs côtes.

<https://ilmanifesto.it/malta-ci-ha-detto-non-vi-daremo-mai-un-porto/>



Certains sauvetages ont lieu, mais l'errance et l'incurie continuent

Les humanitaires dénoncent, et certains députés européens italiens ont même demandé une commission d'enquête internationale sur un récent naufrage et le « rapatriement » des quelques naufragés sauvés en Libye. Heureusement, les 146 personnes au bord du *Alan Kurdi* de l'ONG *Sea Eye* ont pu être transférées sur un navire de quarantaine comme il était demandé depuis des semaines, grâce à un accord trouvé avec le ministère italien des transports.

Mais le navire basque espagnol *Aita Mari* attend toujours un port de débarquement, et les vols de « repérage » de Frontex n'ont pas repris. Sur la plateforme *FlightAware*, le journaliste Sergio Scandura s'interroge : « pourquoi les vols militaires reprennent et non ceux de Frontex qui pourraient repérer les embarcations de migrants en détresse ? ».

Alarm Phone, qui a mis en place un numéro d'urgence pour les migrants, dénonce : « douze migrants sont morts par la faute de l'Europe ». Elle accuse Malte, l'Italie, la Libye, le Portugal, l'Allemagne et Frontex. Des cadavres, toujours des cadavres...

<https://ilmanifesto.it/dodici-migranti-morti-per-colpa-delleuropa/>

Nouvelle-Zélande

« La réalité du confinement pour "l'autre" Nouvelle-Zélande »

Sous ce titre évocateur, Ian Hyslop, chercheur à l'Université d'Auckland (*School of Counselling, Human Services and Social Work*) livre un aperçu du confinement dans son pays, tiré de son expérience en tant que travailleur social. Pour décrire le plus précisément le moment présent des « incertitudes » que vit la Nouvelle-Zélande face au COVID19, « il existe une certitude, c'est la souffrance sociale » car la crise « frappera inégalement les sociétés structurellement inégalitaires comme la nôtre ».

Il s'emploie à déconstruire le mythe d'un « confinement de classe moyenne » dont les soucis, au moins ceux qui sont montrés à la télévision (les recettes de cuisine ou les logiciels éducatifs) apparaissent comme partagés par tous. Le travailleur social affronte dans son travail de terrain et dans sa recherche universitaire l'autre réalité qui, quoique non montrée, n'en est pas moins réelle. Il s'inquiète de ce manque de visibilité d'un grand nombre de personnes : « nous ne voyons pas les combats de l'autre Nouvelle-Zélande sur les écrans de la télévision, ce n'est pas de cette matière qu'est fait le message "nous sommes tous ensemble" ». Le temps présent « est exigeant » pour le travail social, qui doit « remonter la chaîne » jusqu'à l'origine, le capitalisme néolibéral.

Même si notre collègue reconnaît les efforts du gouvernement de Jacinda Ardern pour sauver des vies, réagir tôt et avec attention, son métier le pousse à se projeter dans le futur, le moyen et le long terme, pour son pays et le monde entier : « peut-être verrons-nous des changements révolutionnaires ».



Et le rôle de la science ? « Je suis heureux qu'avec la science et la technologie on gère le COVID19, mais je suis moins heureux que la science gère les problèmes de conflits de classe dans la société démocratique : trop souvent cela se traduit par mettre l'accent sur l'éradication de la menace des classes d'en bas ». Et ce sont souvent les travailleurs sociaux à qui l'État confie ce « sale boulot ».

Si le travailleur social s'inquiète de l'impact du COVID19 sur les pauvres dans son pays et partout dans le monde, il reste optimiste, voyant une opportunité d'imaginer à nouveau une société libre et inclusive (il ose même utiliser le terme « socialiste », presque un gros mot dans le vocabulaire anglo-saxon convenu), « pendant que nous avons encore une planète sur laquelle la construire ».

[Lire l'intégralité de ce message d'espoir parfaitement lucide mais non misérabiliste :](#)

https://www.newsroom.co.nz/ideasroom/2020/04/16/1129771/lockdown-reality-for-other-nz?fbclid=IwAR1FYhHrG40G00s6QWIBe4eQgM_vlQ_PmF-Gj6GbXrEIIzbaI4JiYOO3Y12s

<https://miniurl.be/r-2yqc>

Pologne

La fracture numérique, l'incurie gouvernementale et le combat syndical

Le syndicat de l'éducation polonais *Związek Nauczycielstwa Polskiego* (ZNP), membre de l'IE, proteste depuis le début du confinement contre la façon d'imposer « le télé-enseignement » sans se soucier des conditions dans lesquelles il se déroule pour les élèves, les étudiants, les familles et bien sûr les enseignants.

Le 25 mars, le syndicat a demandé urgemment au gouvernement un accès gratuit à internet pour tous les étudiants, élèves et enseignants. Le 2 avril, il a présenté au ministère de l'éducation une série de revendications pour faire face à la crise COVID19 et plus spécifiquement pour organiser dans des conditions acceptables « l'apprentissage à distance ». Car, selon le syndicat, les annonces officielles depuis des années que les investissements nécessaires ont été faits n'étaient que de la communication : au moment où la crise a rendu obligatoire ce mode de fonctionnement, l'impréparation a été révélée au grand jour.

Parmi les revendications de ZNP :

1. Équiper tout le monde avec le matériel adéquat et réduire la fracture numérique. Tout le monde n'a pas accès aux outils et plateformes, l'égalité est rompue et cela compromet l'avenir, quand le confinement sera terminé.
2. Professionnalisme des institutions gouvernementales = zéro. Ils ont voulu organiser des examens nationaux *via* une plateforme qui était inaccessible dès le premier jour, à cause d'un bug ! Et l'offre de ressources éducatives soi-disant accessible *via* la télévision nationale n'était pas aux normes.
3. Confusion quant au report ou non des examens nationaux, qui crée une tension inutile chez un grand nombre de jeunes.
4. Refus d'alléger les programmes. Ainsi, la responsabilité est transférée aux enseignants, qui doivent terminer le même programme dans des conditions impossibles.
5. Aucun soutien pour les enseignants, les élèves/étudiants et les familles.

Cela en dit long sur la mentalité du ministère polonais, qui bureaucratise davantage l'éducation au lieu de faciliter la tâche à ceux qui la dispensent.

Le syndicat continue son travail quotidien, communiquant avec ses membres, mais surtout informant le grand public sur l'attitude du gouvernement et les actions entreprises pour une éducation de qualité, exigence sur laquelle on ne transige surtout pas, malgré le confinement.

Royaume-Uni

L'université Durham réduit son offre d'enseignement et son personnel sous prétexte de pandémie

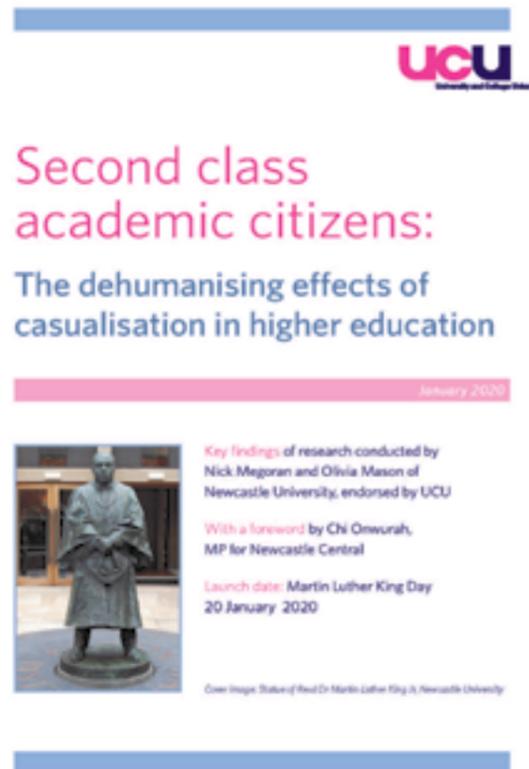
UCU (*University College Union*), notre partenaire à l'IE, dénonce le 16 avril l'intention de cette université de réduire de 25% les cours en présentiel (quand ils recommenceront après le confinement), et donc de réduire son personnel et de sous-traiter les cours en ligne à des opérateurs privés. Jo Grady, la secrétaire générale du syndicat, déclare que « la pandémie ne doit pas être une opportunité de changement radical pour les universités. C'est une attaque contre l'expertise professionnelle du personnel qui travaille dur, tout est fait pour remplir les poches de fournisseurs privés ». Elle rappelle que les changements dans l'ESR britannique (le syndicat a déjà envoyé une série de propositions, cf. notre précédent numéro) doivent émaner de la base, des personnels, que ce soit des mesures d'urgence dues au COVID19, ou des mesures de long terme.

<https://ucu.org.uk/article/10757/Durham-University-must-halt-plans-to-slash-teaching-by-25-says-UCU>

Article de Rob Copeland sur le blog *Worlds of Education* de l'IE

Notre camarade qui représente UCU au HERSC (le Comité syndical permanent européen pour l'ESR) dont il est le président, analyse « Comment la crise COVID19 pourrait impacter le travail des syndicats de l'ESR et leur stratégie concernant la précarité ».

Sur la base de l'enquête intitulée « citoyens académiques de seconde classe » publiée en début de cette année par UCU, Rob Copeland rappelle l'invisibilité des précaires, la privation de liberté académique, l'exploitation et l'incapacité de se projeter dans la vie. Tout cela n'est pas nouveau, mais la crise due au COVID19 a fait ressortir avec plus d'acuité la souffrance des précaires quand déjà les titulaires rencontrent des difficultés, par exemple pour assurer la fameuse « continuité pédagogique » en donnant des cours en ligne.



The image shows the cover of a report titled "Second class academic citizens: The dehumanising effects of casualisation in higher education". At the top right is the UCU logo. The title is in pink and blue text. Below the title, it says "January 2020". There is a small image of a statue of a man in a blue coat. Text on the cover includes: "Key findings of research conducted by Nick Megoran and Olivia Mason of Newcastle University, endorsed by UCU", "With a foreword by Chi Omwurah, MP for Newcastle Central", "Launch date: Martin Luther King Day 20 January 2020", and "Cover image: Statue of Rev Dr Martin Luther King II, Newcastle University".

Au Royaume-Uni, les précaires (y compris les vacataires payés à l'heure) représentent 67% du personnel de recherche et 49% du personnel enseignant.

La précarité est due aux choix idéologiques et économiques des universités qui orientent les ressources vers le développement par exemple des « campus offshore ». Avec la crise COVID19, l'incertitude sur les contrats de recherche et sur le paiement des heures d'enseignement faites en ligne est grande. Tous les précaires ne peuvent pas continuer à donner des cours en ligne, par manque de matériel et de formation. D'autres subissent des pressions. Quant aux étudiants, outre les difficultés matérielles dues à la perte de leurs « petits boulots » qui leur permettaient souvent de vivre, ils sont inquiets car leurs enseignants pourraient ne pas être prolongés ce qui signifierait une véritable rupture pédagogique pour eux.

Et les syndicats ?

Ils luttent pour que les précaires soient inclus dans les plans d'urgence au même titre que les titulaires. Cependant, l'analyse de Rob Copeland ne se limite pas à la période de crise actuelle : pour espérer réduire la précarité et ses conséquences, la réponse doit être l'organisation collective.

Nous savons que la syndicalisation des précaires est difficile partout, mais c'est le moyen le plus sûr pour intensifier les luttes.

« La crise qui se déploie pourrait offrir une opportunité pour renouveler le travail et la stratégie syndicale concernant la précarité, quand la prise de conscience grandissante de l'injustice du travail précaire pourrait mener à un soutien public renouvelé pour de meilleurs droits des travailleurs et une sécurité d'emploi. Avec un changement des politiques publiques et en même temps une syndicalisation active et engagée, espérons que nous pourrions renverser la vapeur et s'opposer à l'exploitation dans le secteur de l'éducation », conclut Rob Copeland.

Nous pouvons espérer, et lutter pour l'obtenir.

https://www.worldsofeducation.org/en/woe_homepage/woe_detail/16724/%E2%80%99Chow-the-covid-19-crisis-may-impact-higher-education-unions%E2%80%99-work-and-strategy-on-casualisation%E2%80%9D-by-rob-copeland

<https://miniurl.be/r-2yqj>

Every month, frontline health responders around the world need these and other supplies to protect themselves and others from #COVID19

- 2.3 million N95 respirators
- 89 million masks
- 30 million gowns
- 1.59 million goggles
- 76 million gloves
- 2.9 million liters hand sanitizer



#COVID19
#coronavirus

